

# LA FIN DU MYSTERE <sup>P.4</sup>

*Togo Télécom*

**Promo Prepaid :  
PROLONGATION  
JUSQU'AU 15 <sup>P.8</sup>  
JANVIER 2014**

# CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'Analyses et de Publicité

## **Conclave de sauvetage du CST :**



Kaboua A.

Zeus A.

Kodjo A.

# Ceux qui avaient nié leur participation à la rédaction du rapport mensonger du CST font volte-face <sup>P.3</sup>

## Est-ce la fin de la guéguerre au sein du Collectif ?

**Nouvelle paralysie des cours aujourd'hui et demain malgré la poursuite des négociations:**

# Le déficit syndical des syndicats d'enseignants mis à nue <sup>P3&6</sup>

## .Le gouvernement doit opter pour la fermeté afin de limiter les dégâts



Florent Yawo Manganawè, MEPS

**Cri d'alarme sur la situation en Centrafrique :**

# Après l'alerte du Président Faure Gnassingbé, la tribune du ministre français Laurent Fabius <sup>P.6</sup>



Faure Gnassingbé



Laurent Fabius

**Dialogue politique entre l'UE et le gouvernement togolais mardi dernier :**

# Les partenaires européens satisfaits de la gestion moderne des finances publiques annoncent 9,1 milliards de FCFA pour le Togo <sup>P.4</sup>



Robert Dussey, ministre togolais des Affaires Etrangères et de la Coopération



Nicolas Berlanga Martinez, chef de la Délégation de l'UE

**utbe.box** **DEUX MODES D'ACCÈS**  
pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.  
Offre promotionnelle du 16 Novembre 2013 au 16 Février 2014  
ACCÈS PAR INTERNET ACCÈS PAR TÉLÉPHONE

## Législatives 2013/Programme d'appui pour l'alerte précoce : Cinq OSC ont présenté leurs activités

Cinq OSC ont présenté le bilan de leurs activités le 26 novembre 2013 dans les locaux de l'hôtel Sancta Maria à Lomé lors d'un atelier de restitution du Programme d'appui aux OSC pour l'alerte précoce et la prévention des conflits et violences avant, pendant et après les élections législatives du 25 juillet dernier. Cet atelier a été organisé par le programme des Nations Unies pour le Développement et l'Ambassade des Etats Unis au Togo en relation avec le ministère des Droits de l'Homme, de la Consolidation de la Démocratie, chargé de la mise en œuvre des recommandations de la CVJR.

Le GF2D (Groupe de Réflexion Femme, démocratie et

développement), le CACIT (Collectif des associations de lutte contre l'impunité au Togo), l'ACCEAO (Association des conseils chrétiens et Eglises en Afrique de l'Ouest), la CNSC (Concertation nationale de la Société civile du Togo) et le FTSCD (Forum togolais de la société civile pour le développement) sont les cinq OSC qui ont participé à cette rencontre.

Les ministres Gilbert Bawara de l'Administration territoriale, Me Yacoubou Hamadou des Droits de l'homme et Khardiata Lo N'Diaye, Représentante résidente du PNUD, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo étaient présents à cette restitution.

Selon Mme Khardiata, l'objectif de cet atelier est de permettre aux organisations de la

société civile partenaires du programme de présenter leurs activités, la nature de leurs interventions ainsi que les résultats concrets obtenus. " C'est également une opportunité pour ces organisations de partager leurs expériences et surtout de tirer les leçons pour les échéances futures ", a-t-elle indiqué.

Pour le ministre Bawara, la société civile que nous souhaitons, doit être présente sur le terrain. Elle doit être plus proche des populations et doit les aider à mieux comprendre des aspects parfois un peu difficile des processus électoraux et du processus de démocratisation de manière générale.

Notons que ces OSC ont réalisé sur le terrain des activités d'éducation civique, d'information et de sensibilisation des

populations, qui ont contribué à prévenir les conflits et violences liés aux élections et à exercer un contrôle citoyen sur le déroulement des élections. Elles ont également déployé sur le terrain, des observateurs de la paix.

Le programme a aussi permis la formation de près de 9000 personnes dont une large proportion de jeunes et de femmes. Les activités de sensibilisation ont touché plusieurs milliers de personnes dans les cinq régions de notre pays.

Les formations ont porté sur l'éducation aux élections, la sen-



Mme Khardiata Lo N'Diaye

sibilisation à la non-violence électorale et la prévention des conflits électoraux. Les activités de mobilisation communautaire et le déploiement d'observateurs de la paix ont permis d'opérationnaliser un mécanisme d'alerte précoce et de résolution des conflits sources de violence potentielle.

Carole AGHEY

## Promotion de l'auto emploi :

# Selon, Ismaël M-Tanko, la solution au chômage des jeunes, passe par l'entrepreneuriat

Le chômage surtout des jeunes est un des problèmes auxquels nos Etats sont confrontés aujourd'hui. Malgré les difficultés pour les jeunes de trouver un premier emploi, certains arrivent à s'en sortir en prenant leur destin en main à travers des initiatives personnelles. Parmi ceux-ci figure Ismaël M-Tanko, un jeune de 29 ans qui ambitionne de monter d'ici premier trimestre 2014, la première unité de transformation de tomates à Dapaong (nord Togo).

Jeune dynamique, Ismaël a déjà à son actif deux entreprises dans le domaine des biens et services et pense aujourd'hui, que la solution au chômage des jeunes passe par l'entrepreneuriat, leur capacité à monter leurs propres affaires.

Dans un entretien accordé à l'agence Afreepress, il affirme que l'Etat-providence est révolu et que la jeunesse doit savoir se prendre en charge en mettant en œuvre ses projets d'entreprise.

"On peut commencer à partir de zéro franc, et devenir patron d'entreprises qui marchent. J'ai découvert que l'entrepreneuriat est le moyen par lequel le Togo peut aider sa jeunesse à sortir du chômage ", souligne-t-il. Tanko est



convaincu qu'il est possible aux jeunes aujourd'hui de créer une entreprise " à partir de zéro franc ".

Ce n'est pas les mécanismes qui manquent, soutient-il, avant de conseiller aux jeunes diplômés, demandeurs d'emploi de s'intéresser aux mécanismes mis en place par le gouvernement pour appuyer les initiatives entrepreneuriales des jeunes, notamment le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), l'Agence Nationale Pour la Garantie et le Financement des PME/PMI (ANPGF) et le Programme d'Appui au

Développement à la Base (PRADEB).

Pour lui, tout jeune instruit ou pas peut réussir à créer sa propre entreprise. S'il a réussi aujourd'hui ou du moins si Ismaël est arrivé à s'auto- employer, c'est en partie grâce à sa maman. Et c'est avec joie qu'il raconte ses débuts en entrepreneuriat.

" Très jeune, ma mère m'a toujours dit : " Il faut que tu apprennes à te débrouiller seul et à ne pas seulement compter sur tes parents ". En plus, elle m'impliquait vraiment dans ses activités commerciales. Progressivement, elle m'a poussé vers des activités commerciales et à 14 ans (en classe de seconde G2), j'ai initié ma première activité entrepreneuriale avec un capital de 1000 FCFA ".

" Tout est parti du constat que mes camarades de classe m'envoyaient souvent en récréation leur acheter des papiers mouchoirs dans la cour du lycée. Racontant presque tous les jours mes journées à ma mère, et l'achat des papiers mouchoirs pour mes camarades, elle me conseilla d'en

acheter pour les revendre en classe. Tout est parti de là. J'ai donc économisé 1000 FCFA pour acheter un paquet de papiers-mouchoirs leader price que j'ai revendus à 1500 FCFA. 500 FCFA de bénéfice équivalent à 50% de ma mise de départ !! Pour un " enfant " de 14 ans, c'était très intéressant et j'arrivais à écouler 2 paquets par mois. Le bénéfice correspondait approximativement à l'argent de poche que je recevais de manière hebdomadaire ".

" En décembre, arriva le moment des excursions scolaires. J'y suis allé avec un appareil photo que mon père m'avait offert. Après avoir pris les photos pour garnir mon album, ma mère encore une fois me conseilla de les vendre. J'ai tenté le coup et je me suis rendu compte que ça rapportait gros ! Plus de 100% de la mise ! Et c'est ainsi qu'en plus de la vente des papiers mouchoirs, je suis devenu photographe au Lycée toujours en classe de seconde. J'ai passé l'année de seconde à économiser pour m'acheter un autre appareil plus performant. Ce qui fut fait au bout d'environ 11 mois d'activités.

J'ai réussi à m'acheter l'appareil communément appelé YAS-CHICA qui m'a coûté 45.000 FCFA. Pour moi à ce moment, c'é-

tait une prouesse. J'ai réussi par là à augmenter mon chiffre d'affaires car mes photos étaient de meilleure qualité avec ce nouvel appareil. A ce moment, j'avais déjà l'ambition de devenir patron de plusieurs entreprises et c'est ce qui me motive jusqu'à aujourd'hui ....".

L'expérience et le parcours d'Ismaël M.-Tanko lui permettent aujourd'hui d'affirmer que l'entrepreneuriat est le passage obligé pour la jeunesse togolaise en quête d'un emploi. " Pour moi, l'avenir de la jeunesse passe par là. Aujourd'hui, par rapport aux critères de convergence de l'UEMOA, il est clair que l'Etat ne peut pas embaucher indéfiniment. La jeunesse doit donc tout faire pour se prendre en charge par sa détermination mais aussi en saisissant les différents mécanismes de financement rendus disponibles par l'Etat ".

Un exemple que la jeunesse désœuvrée mais remplie de talent devra suivre pour bâtir un avenir durable.

Pierre

## L'incivisme se développe dans les rues de Lomé

" Kopéto ", " honvi ", " kabléto " sont des propos que tiennent souvent certaines personnes, notamment les conducteurs de taxi moto communément appelés " zed ".

La semaine écoulée, au carrefour des feux tricolores, un motocycliste s'apprêtait à s'arrêter au feu rouge quand il a été heurté par un autre " zed " qui venait à vive allure dans la seule intention d'éviter le feu rouge. Le conducteur fautif n'a pas pris le soin de s'arrêter, ne serait-ce que pour apporter son soutien moral à la victime.

A un autre carrefour, celui d'Assiyéy, on assistera à un écart de langage entre deux usagers de la route, en l'occurrence un conducteur de taxi et un " zed ", juste parce que ce dernier refusait de céder le passage au premier. Dans le lot d'insultes, on retiendra des propos comme " kopéto " "

honvi " (fermier, idiot).

Ces scènes de provocation, d'injures, et de violations des feux tricolores sont légions sur nos voies publiques. Si à la moindre erreur de notre prochain, nous devons verser dans des agressions verbales ou même physiques, il y a lieu de s'inquiéter car

la paix sociale se trouve ainsi menacée.

Seul le respect de l'autre, des principes et des lois de la vie en société aboutit à la paix sociale. Il est alors temps de mettre fin aux comportements de nature à menacer la vie en communauté.

Dao Espoir



www.togoportail.net

Pour en savoir sur les actualités d'ici et d'ailleurs, consultez désormais votre site d'informations générales togoportail.net "togoportail, toute l'information à votre portée".

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récepissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la Publication**

**ALIZIOU ESSODINA**  
90 01 21 69

**REDACTION**

**AGBANDA Pierre**  
**Carole AGHEY**  
**A. KAPO**  
**B. Talom.**  
**Jean-Pierre B.**

**Imprimerie St Louis**  
Tirage : 2000 ex.

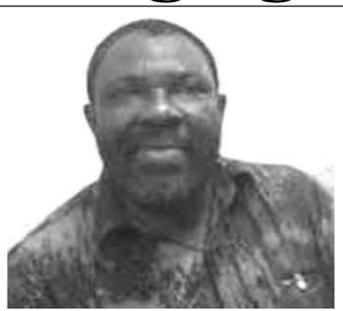
## Conclave de sauvetage du CST :

# Ceux qui avaient nié leur participation à la rédaction du rapport mensonger du CST font volte-face Est-ce la fin de la guéguerre au sein du Collectif ?

Visiblement, le fameux Collectif Sauvons le Togo (CST) est en situation compliquée mais tente de colmater les brèches. Après les législatives du 25 juillet 2013, rien ne va plus au sein du ce Collectif qui a du mal aujourd'hui à se sauver. Au lendemain des législatives, l'un des penseurs ou mieux le géniteur du Collectif, Agbéyomé Kodjo, n'avait pas ménagé ses amis de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) qui, par gourmandise, avaient refusé à l'un des candidats du parti OBUTS, en l'occurrence Gérard Adja figurant sur la liste du CST Lomé, de siéger à l'hémicycle. Le président de l'OBUTS n'a pas été tendre envers le président de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, estimant que son candidat avait un très bon score dans sa zone à Aflao.

Pour lui, il était normal que Gérard Adja soit parmi les sept députés de la liste CST qui siègent actuellement au parlement au vu du nombre de voix obtenues dans sa zone. Après cette crise post-électorale, c'est un rapport d'enquête bizarre du CST sur l'incendie criminel des grands marchés de Lomé et de Kara qui a encore révélé les coups bas qui se déroulent au sein du collectif.

Le président de l'OBUTS cité dans ce rapport comme signataire dénonce sans ménagement ce document en indiquant ne l'avoir, ni de près ni de loin, signé. Cette sortie a indisposé certains membres du CST qui n'ont pas digéré le ton très dur employé par



Abass Kaboua

Agbéyomé Kodjo. On en était là lorsque deux autres membres du CST, Aimé Gogué du parti ADDI et le président de l'ATDH, Clumson-Eklu Etsri, ont rendu publiques des correspondances dénonçant sans ménagement ce rapport.

Aujourd'hui, c'est le tonitruant Abass Kaboua qui est en situation compliquée au sein du Collectif. En effet, depuis sa sortie de la prison, outre ses éternelles insultes à l'endroit du président Faure Gnassingbé et ses collaborateurs, Abass Kaboua ne semble pas ménager le président de l'OBUTS qu'il traite de tous les noms d'oiseaux. Dans une interview accordée à notre confrère " letogovi ", Abass Kaboua jure sa fidélité au CST mais qualifie Agbéyomé Kodjo de traître.

Pour Abass Kaboua, la réaction d'Agbéyomé Kodjo au lendemain du scrutin du 25 juillet dernier est une trahison pour nuire au CST. Depuis donc sa sortie de prison, Abass Kaboua ne cesse de lancer des invectives contre le président de l'OBUTS en le traitant d'être à la solde du pouvoir en place. Au cours des réunions du CST auxquelles il prend part, l'ancien pensionnaire de la prison de Notsé,

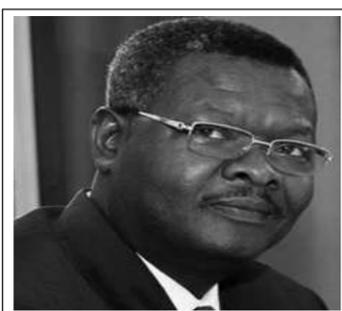


Zeus Ajavon

Abass Kaboua, ne cesse de fustiger et d'insulter parfois Agbéyomé Kodjo.

Selon Abass Kaboua, Agbéyomé Kodjo a reçu de l'argent du président Faure Gnassingbé, c'est pourquoi il ne parle plus et il n'attaque plus le régime.

Face à ses accusations, certains responsables du CST agacés par le comportement d'Abass Kaboua, ont souhaité qu'il soit chassé du Collectif. Des membres influents comme Raphaël Kpandé-Adjaré (qui a même refusé que le fameux rapport mensonger et sans fondement du CST soit présenté à la presse au siège de la LTDH dont il est le président) et Gil-Benoît Afangbédjé exigent que Abass Kaboua soit exclu du Collectif pour que la sérénité revienne au sein du groupe. Or, selon certaines indiscrétions, des membres du CST soupçonnent Abass Kaboua d'être à la solde de Jean-Pierre Fabre qui l'instrumentalise pour nuire à Agbéyomé Kodjo, l'initiateur du Collectif. Evidemment, Agbéyomé Kodjo est le géniteur du CST dont l'une des actions fondamentales a été " les derniers tours de Jéricho ".



Agbéyomé Kodjo

Face à cette situation de cacophonie qui conduit le groupe vers l'implosion, le coordonnateur du collectif a réussi à organiser un conclave le mardi dernier pour essayer de colmater les brèches. Les organisations membres du Collectif ont répondu présentes à cette rencontre pour essayer d'aplanir leurs divergences.

Dans un communiqué rendu public à l'issue de la rencontre, les participants ont reconnu les divergences nées des élections législatives, tout en trouvant leurs causes dans le " contexte dans lequel les élections législatives ont été organisées ". Et pourtant l'organisation des élections législatives ne souffrait d'aucun problème ; le seul problème de l'opposition était la gourmandise de l'ANC qui n'a pas voulu laisser la moindre place aux candidats des autres membres du Collectif, notamment l'OBUTS et le PSR.

Au sujet du fameux rapport du CST sur les incendies des marchés, les responsables du Collectif marquent leur adhésion à ce document. " Toutes les entités membres du CST affirment leur entière adhésion à ce rapport et demandent solennellement aux autorités

judiciaires, notamment au procureur de la République, directeur de l'enquête et au doyen des juges d'instruction auxquels ledit rapport a été transmis, d'y faire suite conformément aux dispositions de l'article 195 du code pénal relatif à la dénonciation de criminels ", indique le communiqué qui a sanctionné le conclave. Et pourtant, certains membres du CST, notamment Agbéyomé Kodjo de l'OBUTS, Aimé Gogué du parti ADDI et Etsri Clumson-Eklu de l'ATDH, présumés signataires du rapport, avaient récusé leur signature, dénonçant haut et fort qu'ils n'avaient été ni de près ni de loin associés à une quelconque enquête qui a abouti à la rédaction de ce document. Lorsque ces mêmes individus qui dénonçaient ce rapport, disent qu'ils adhèrent à ce document mensonger, quel crédit peut-on leur accorder ?

Les responsables du CST viennent de montrer aux yeux des Togolais que leur regroupement est un marché de dupes qui n'a aucun projet fiable pour le peuple. Les prouesses de ce Collectif, c'est d'avoir en application leur sombre projet dénommé " les derniers tours de Jéricho " qui a abouti à l'incendie de nos deux grands marchés de Lomé et de Kara.

Ce qui est sûr, la justice des hommes est à pied d'œuvre pour démasquer les vrais coupables de ce crime et ne se laissera pas divertir par les accusations fallacieuses du fameux rapport du CST qui tente de mettre en cause les proches collaborateurs du Chef de l'Etat. Il est aussi évident que la justice de Dieu ne manquera pas de sévir.

Aliziu Dominique

## Nouvelle paralysie des cours aujourd'hui et demain malgré la poursuite des négociations:

# Le déficit syndical des syndicats d'enseignants mis à nue .Le gouvernement doit opter pour la fermeté afin de limiter les dégâts

Les syndicats d'enseignants ne veulent pas céder dans le bras de fer les opposant à l'Etat. Ils viennent à nouveau de lancer un mouvement de débrayage pour aujourd'hui et demain, malgré la poursuite des négociations avec le gouvernement. Signe que les enseignants n'ont pas la culture syndicale. Cette nouvelle grève de 48 heures lancée par les syndicats d'enseignants prouve que ce mouvement est infesté par une gangrène à relent politicien.

Une semaine après la réouverture des classes, les syndicats d'enseignants appellent à nouveau à une grève de 48 heures pour, disent-ils, obliger le gouvernement à prendre au sérieux leurs revendications ; et ce malgré l'entrée en jeu du Comité de haut niveau mis en place par l'Assemblée nationale pour résoudre le différend.

Selon le rapporteur général de l'USET (Union des Syndicats de l'Education au Togo), Abalo Ferdinand Akéta, le gouverne-



Tout faire pour sauver l'année scolaire pour ces millions d'élèves qui n'aspirent qu'à étudier

ment n'étant pas prêt à donner satisfaction à leurs revendications pour le compte de 2014, le mouvement a proposé une alternative pour 2015. Celle-ci prend en compte les 40% de la valeur indiciaire, du plafond de la catégorie de chaque enseignant, des primes et des indemnités à octroyer.

Cette proposition qui confirme l'avidité des syndicats d'enseignants, n'a pas reçu l'assentiment du gouvernement qui est clair : " On ne peut prendre des engagements qu'on ne saurait tenir au moment venu. On ne peut pas aller au-delà de nos

moyens.", soutient le ministre des Enseignements Primaire et Secondaire, Florent Yawo Manganawè.

En réponse à cette position du gouvernement, les syndicats d'enseignants se veulent intraitables jusqu'à l'obtention d'un accord. Des grèves sauvages alors que les négociations sont en cours.

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Octave Nicoué Broohm, quant à lui, se dit outré par le comportement de ses camarades enseignants qui, au cours de la dernière rencontre,

ont dit de " façon claire qu'ils n'ont pas l'intention d'aller en grève ". Le ministre Broohm qualifie cette attitude "d'anarchie" et de "déficit syndical", car ces mouvements ne sont pas organisés. Selon lui, " la grève, les activités et les mouvements syndicaux sont des activités rigoureusement encadrées par la loi ". "Il apparaît très clairement que ce à quoi nous assistons aujourd'hui sort du cadre syndical ", a-t-il soutenu.

" Tout observateur impartial de bonne foi pouvait constater qu'il y a eu des progrès importants ces deux dernières années en ce qui concerne leurs conditions salariales ", souligne le ministre Broohm, faisant allusion à la volonté du gouvernement d'améliorer les conditions de travail du corps enseignant. Et point n'est besoin d'énumérer ici les nombreuses réalisations et projets du gouvernement dans ce secteur capital dans la vie d'une nation. En rappel, il faut mentionner l'augmentation substantielle des dépenses d'investissement et de formation de 32% sur deux

exercices budgétaires, passant de 82 milliards en 2011 à 110 milliards de FCFA en 2013, le paiement des primes de bibliothèque et de rentrée à hauteur de 140.000Fcf/enseignants en 2013, les 10.000Fcf (pour la catégorie A) et 8.000 Fcf (pour les catégories B, C et D) comme prime d'incitation à la fonction enseignante, sans compter les 20 et 30.000Fcf comme retombées des négociations heureuses de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT).

## Le jeu du bâton et de la carotte comme seule issue ?

A en croire certains observateurs, la fermeté doit être la seule réponse à l'entêtement des fédérations des syndicats qui visiblement n'ont que faire de l'avenir des enfants et partant de celui de la nation togolaise.

Si les enseignants se montrent trop gourmands malgré tous les efforts du gouvernement pour améliorer tant soit peu leurs conditions de vie et de travail, il va falloir jouer à la fermeté pour

Suite à la page 6

**Dialogue politique entre l'UE et le gouvernement togolais mardi dernier :**

**Les partenaires européens satisfaits de la gestion moderne des finances publiques annoncent 9,1 milliards de FCFA pour le Togo**

Depuis 2008, l'Union Européenne a repris sa coopération pleine et totale avec le Togo, suite aux avancées enregistrées par notre pays sur plusieurs plans notamment politique. Des sessions régulières sur des sujets d'ordre national et international sont régulièrement organisées par les deux parties. Ces sessions sont destinées à définir des lignes d'action conjointes à court terme en faveur de la paix et de la stabilité internationale, du respect des Droits de l'Homme, de la démocratie et du développement inclusif.



Vue partielle des participants aux travaux de ce dialogue bilatéral

Le dialogue politique entre les deux parties, institué en 2008 répond à l'accord de partenariat ACP-UE signé à Cotonou au Bénin le 23 juin 2000. Mardi dernier s'est ouverte une nouvelle session au ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération à Lomé. Cette quatorzième session a été coprésidée par le ministre togolais des Affaires Etrangères, Robert Dussey et le représentant de l'UE, Nicolas Berlanga Martinez.

Plusieurs membres du gouvernement de même que des

ambassadeurs de France, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas et des représentants de missions diplomatiques du Royaume-Uni et de la République Tchèque ont pris part à cette rencontre.

Plusieurs sujets étaient au menu des discussions: les questions de développement économique et l'accompagnement de l'aide européenne au développement dans le cadre du 11<sup>e</sup> FED (Fonds européen de développement). Etaient également abordés au cours de cette rencontre, la situation socio-politique au Togo après les élections législatives du 25 juillet 2013, les recommandations des différen-

tes missions d'observation électorale, la mise en œuvre des recommandations de la CVJR (Commission Vérité Justice et Réconciliation) ainsi que le commerce illicite dans le Golfe de Guinée.

Au terme de la rencontre, à en croire les parties prenantes, il se dégage un accord sur les priorités et les stratégies de la coopération européenne pour accompagner la politique de développement du gouvernement.

Les deux parties ont également reconnu la nécessité de la poursuite du processus de décentralisation dans toutes ses dimensions.

**L'appel à la tenue des élections locales**

La délégation européenne tient beaucoup aux élections locales. Elle a eu à le souligner en suggérant au gouvernement qu'un calendrier précis avec des dates pour les élections locales soit défini très vite en commun avec les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Le but poursuivi est de permettre l'approfondissement de l'utilisation des mécanismes démocratiques de dialogue pour la matérialisation des réformes institutionnelles et constitutionnelles en cours.

**Une aide budgétaire de 9,1 milliards de F CFA pour le Togo**

L'autre aspect important de la rencontre de mardi reste l'annonce par les partenaires européens d'un décaissement de 9,1 milliards de FCFA dans le cadre de leur programme d'appui budgétaire avant fin 2013 comme reconnaissance des étapes franchies par le Togo dans la consolidation d'une gestion moderne des finances publiques tout en encourageant la détermination, le dialogue et la transparence dans l'action publique pour les enjeux à venir.

Le ministre des Affaires Etrangères s'est félicité de l'institution de ce cadre d'échanges qui, selon lui, offre l'opportunité de mener des discussions fructueuses et d'intérêt commun.

" Nous nous réjouissons que l'UE, lors de cette réunion, ait confirmé cet engagement par le

décaissement de plus de 9 milliards de FCFA ", a-t-il déclaré.

De son côté, le représentant de l'UE a relevé l'importance de ce genre de rencontre qui, a-t-il indiqué, permettent d'identifier des priorités communes et de les aborder ensemble pour établir des lignes d'action pour lesquelles, les deux parties peuvent faire progresser leur partenariat.

" L'apaisement politique dont jouit aujourd'hui notre pays, n'aurait sans doute pas été possible sans une politique permanente de dialogue visant à transcender les clivages politiques et à mobiliser tous les Togolais autour de l'œuvre de réconciliation et de développement national. La réconciliation, entamée depuis quelques années déjà, suit donc son cours et amorce une phase décisive de son processus, vu l'importance que le Gouvernement attache actuellement à la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ", a déclaré M. Dussey à l'ouverture des travaux.

Il a rassuré les participants que " le gouvernement continuera de faire du dialogue son mode de gouvernance et de poursuivre les réformes déjà engagées dans divers secteurs, y compris celui de la justice, afin de parachever le processus de démocratisation indispensable à la poursuite du développement harmonieux du pays ".

Pierre A.

**Lumière**

**Qui sont les chiens? Les sauvés ou les non sauvés?**

Apocalypse 22 : 15 : "Dehors les chiens, les enchanteurs, les impudiques, les meurtriers, les idolâtres, et quiconque aime et pratique le mensonge". J'ai déjà dit dans mon quatrième livre intitulé "la marque de la bête "666" "que les prédicateurs de la loi n'ont pas le Saint Esprit. S'ils l'avaient, ils allaient haïr la loi et aimer la grâce. De qui Dieu parle ? Vous pensez que Dieu va dire dehors à celui là qui a le sang de Jésus dans sa vie, celui pour lequel Jésus est mort, enseveli et ressuscité? Non, vous qui lisez ce livre, faites un effort, pour en faire bénéficier à vos frères et sœurs, papas et mamans etc. Ces enseignements donnent la vie éternelle et montrent que vous êtes vraiment sauvés. A vous les faux frères, faux prophètes, faux docteurs, je sais que vous critiquez et rejetterez ces enseignements et continuerez à penser que j'encourage le péché et parce que nous sommes faibles c'est pour cela que nous enseignons notre faiblesse. C'est l'enfer qui vous attend.

**Confession des péchés**

Aucun chrétien sauvé ne peut confesser devant Dieu ses péchés et s'il le fait, c'est qu'il n'a jamais été sauvé. Montrez-moi dans la Bible un Apôtre, un Chrétien ou un sauvé qui a confessé ses péchés devant Dieu dans la nouvelle alliance.

Lévitique 16 : 2-34 : Nous voyons ici trois animaux : un taureau et 2 boucs. Rappelez - vous que je vous ai dit plus haut qu'il faut toujours pour le salut 3 choses qui sont la mort, l'ensevelissement et la résurrection de Christ. Sachez que dans Exode 12 : 7, le sang doit être appliqué en trois lieux sur les 2 poteaux et sur le linteau de la porte, toujours trois choses. Signification de la mort, l'ensevelissement et la résurrection de Christ.

Notez bien qu'après l'application du sang, Israël doit traverser la mer rouge qui signifie : Baptême d'eau et baptisé dans la nuée qui signifie baptême du Saint Esprit, selon 1 Corinthiens 10 : 2 Toujours 3 choses :

le sang, le baptême d'eau et le baptême du Saint Esprit. Retournons dans Lévitique 16 : 21 - 22 " : Aaron posera ses deux mains sur la tête du bouc vivant et il confessera sur lui toutes les iniquités des enfants d'Israël et toutes les transgressions par lesquelles ils ont péché ; il les mettra sur la tête du bouc, puis il le chassera dans le désert, à l'aide d'un homme qui aura cette charge. Le bouc emportera sur lui toutes leurs iniquités dans une terre désolée, et il sera chassé dans le désert. Ce que nous venons de lire était l'ombre de ce qui allait arriver au Seigneur Jésus Christ. Nous voyons que c'est Jean Baptiste qui l'a présenté comme l'agneau de Dieu qui ôte le péché du monde.

**Pourquoi Jésus a-t-il été baptisé ?**

Selon Jean 1 : 29 et dans Mathieu 3 : 13 Jésus vient de la Galilée au Jourdain pour être baptisé par lui. Souvent quand nous rencontrons les faux frères, faux prophètes, faux docteurs, nous leur posons la question pourquoi Jésus a-t-il été baptisé ? Ils répondent que c'est pour servir d'exemple pour accomplir la loi. Ces déclarations sont fausses. Comme nous avons vu dans l'Ancien Testament que c'est le souverain sacrificateur qui confesse le péché du peuple sur le bouc, de même Jésus représente cet animal qui se chargeait du péché des enfants d'Israël. C'est pourquoi Jean Baptiste l'a présenté comme l'agneau de Dieu qui ôte le péché du monde.

Math. 4 : 1 ça correspond lorsque le bouc prend les péchés, il est chassé au désert. Que va-t-il faire au désert ? Il ira mourir à la place du peuple. C'est pour cela qu'après avoir fini le travail au désert. Jésus est monté sur la croix pour payer le prix du péché. Toujours 3 choses. Il y a plusieurs faux frères, faux prophètes et faux docteurs, qui enseignent que Jésus a pris nos péchés dans l'eau et que nous n'avons pas besoin d'être baptisé. Cet enseignement est diabolique et satanique et les prépare pour l'enfer.

Frère Koffi : 90 21 31 58

**Fait divers**

**LA FIN DU MYSTERE**

Pendant longtemps, l'on a cru que les divinités étaient immortelles. Eh bien, le temps du mystère serait arrivé à sa fin. En décidant d'enterrer le très célèbre Légba Zobléou, la divinité la plus redoutable de la communauté Sittosi du Togo, les adeptes de cette divinité ont prouvé à leur manière que le mystère est entièrement fini.

Le cérémonial commémoratif de cet évènement s'est déroulé dimanche 24 novembre dernier à la surprise générale des fidèles des autres religions de Sittossi, petite localité périphérique de Madjikipéto au nord est du canton d'Agoènyivé.

Le djinn de la lumière et du soleil, ce monstre dont on dit qu'il protégerait ses adeptes contre tout acte maléfique et contre tout danger, aurait été trouvé mort, alors qu'il se cachait derrière une motte de terre à l'entrée-est du village. Il serait tué par un camionneur, un transporteur de sable qui l'aurait écrasé par mégarde. Le chauffeur serait reparti comme il était venu et n'aurait même pas su qu'il avait éliminé le supra être.

Les adeptes auraient alors compris que si leur prétendu protecteur est mort dans les circonstances pareilles, sans punir son assassin ni résister, il a alors prouvé son incapacité à protéger et donc la fin de son règne. Plutôt que de poursuivre l'auteur de la mort du dieu, les adeptes ont décidé de témoigner leur attachement mais surtout leur reconnaissance à la divinité en la conduisant massivement à sa dernière demeure selon les rites dévolus aux illustres personnalités.

Peut-être que dans l'au-delà, le djinn continuera ses belles œuvres et pourquoi pas poursuivra son règne pour leur grand bonheur.

Wait end see!

B.TALOM

## ECONOMIE : Ouverture demain de la 11ème Foire Internationale de Lomé

C'est demain que s'ouvre la 11ème Foire Internationale de Lomé, ce pour dix huit (18) jours d'intenses activités commerciales et d'affaires dans le somptueux cadre du Centre togolais des expositions et foires (CETEF) à Lomé.

Pour la onzième fois, les hommes d'affaires de 21 pays dont le Gabon et la Suède -invités d'honneur -, la France, la Pologne, l'Inde, la Turquie ou encore la Chine, se sont donné rendez-vous au Centre togolais des expositions et foires (CETEF) à Lomé pour parler affaires.

A quelques heures de l'ouverture de ce grand événement

économique, les premiers responsables de ce secteur se sont déplacés, mardi dernier, sur le site de la foire pour constater de visu des derniers réglages et s'assurer que tout est prêt. Mme Bernadette Léguézim-Balouki, ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé, pour la circonstance était entourée du directeur général de Togo Télécom, Sam Bikassam, sponsor officiel de la foire, et du commissaire général la Foire, Johnson Kueku-Banka.

Rendez-vous à la fois professionnel et grand public, cette 11ème édition de la Foire de Lomé va accueillir, selon le commissaire général de la Foire, près 300.000 visiteurs, c'est-à-



dire cinq milles visiteurs de plus par rapport à l'année dernière.

Les premiers responsables de cette foire se veulent rassurants : " Nous avons pris toutes

les dispositions pour accueillir les exposants et les visiteurs. En plus, tous les problèmes récurrents rencontrés les week-end durant les précédentes foires

sont passés au peigne fin ", a souligné Johnson Kueku-Banka.

Cette année, en plus " d'avoir deux invités d'honneur : le Gabon et la Suède ", " ce sont des professionnels qui cherchent les partenaires avec un certains nombre de projets ", confie le commissaire général de la foire. En dehors des séances B to B (business to business), véritables moments d'échanges fructueux entre des opérateurs économiques, " les opérateurs économiques qui ne participent pas à la foire ont été autorisés à s'inscrire pour participer à des séances B to B (ndlr) afin de nouer des partenariats ".  
Tous à la foire !

JPB

## Le Système des Nations Unies et le gouvernement togolais signent un nouvel accord de coopération pour la période 2014-2018

Le ministre de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, Sémodji Djossou, et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo, Mme Khardiata Lo N'Diaye, ont signé hier, le nouveau Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) et des Plans d'Action des Programmes Pays (CPAP) des Agences du Système des Nations Unies (SNU) au Togo.

La cérémonie de signature s'est déroulée à Lomé dans un hôtel de la place. Le Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) est le document stratégique commun des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au niveau du pays. Il définit la réponse collective, cohérente et intégrée des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), des conférences, sommets et conventions internationaux et des instruments relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies.

Le nouveau cycle de coopération s'étend sur la période 2014 à 2018.

Pour parvenir à son élaboration, le Gouvernement togolais, les agences des Nations Unies au Togo ainsi que leurs partenaires opérationnels ont ensemble identifié les objectifs de développement à atteindre à l'horizon 2018. Tout en s'alignant sur les priorités nationales, notamment celles consignées dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), les parties prenantes ont privilégié les

domaines d'intervention où les agences des Nations Unies présentent un avantage comparatif, mettant l'accent sur les complémentarités, les synergies et la programmation conjointe.

Au total, trois axes d'intervention ont été identifiés conjointement avec les partenaires nationaux. Il s'agit de :

- L'amélioration de la sécurité alimentaire, de la résilience des communautés aux changements climatiques et de l'accès des jeunes et des femmes à l'emploi ;

- L'accès plus équitable des populations, notamment les plus vulnérables, aux services sociaux de base de qualité ;

- L'amélioration des capacités institutionnelles et des acteurs à l'échelle nationale et locale pour la réduction des inégalités, la modernisation de l'Etat, la consolidation de la paix, la démocratie et la promotion des droits de l'homme.

De ces trois axes, six domaines de coopération ont été retenus, à savoir :

- La productivité agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle

- L'environnement, la gestion durable des ressources naturelles et du cadre de vie

- La promotion de l'emploi pour les jeunes et les femmes

- L'accès aux services sociaux de base de qualité

- La gouvernance politique et institutionnelle

- La gouvernance administrative et locale

Les stratégies d'intervention, les partenariats et les produits sont déclinés de façon plus précise et sur 5 ans, dans les Plans d'Action des Programme Pays des agences (CPAP), notamment pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). Les agences spécialisées du SNU, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ou le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), disposent de cadres de programmation pluriannuels. Les agences coordonnent leurs interventions lors de l'élaboration des plans de travail annuels, consignants les activités opérationnelles à réaliser en vue de l'obtention des cibles définies.

De manière indicative, pour la mise en œuvre de l'UNDAF 2014-2018, les Nations Unies projettent d'investir au Togo 129 861 865 dollars US, soit environ

65 milliards de FCFA.

En terme d'exécution, les modalités s'aligneront sur les principes de la Déclaration de Paris et les agences du SNU apporteront leur soutien pour

### Les banquiers africains formés aux mécanismes novateurs de financement du commerce

Parmi les nouveaux mécanismes novateurs de financement du commerce africain, l'émission d'obligations est une voie alternative de plus en plus explorée, estime Jean-Louis Ekra, président de la Banque africaine d'Import-export (Afreximbank).

Il a fait cette déclaration lors d'une formation sur le financement structuré du commerce réunissant les représentants des banques et institutions financières ainsi que des dirigeants d'entreprises africaines la semaine dernière à Douala, au Cameroun, rapporte Cameroon Tribune.

M. Ekra estime que ce type de produit suscitera encore plus d'engouement du fait notam-

assurer l'appropriation nationale et le recours progressif aux dispositifs nationaux existants pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions.

ment qu'il permet d'avoir plus de rentabilité sur investissement, tout en garantissant le risque.

Organisée par Afreximbank en coopération avec la Banque des états de l'Afrique centrale et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, la rencontre avait pour objectif de familiariser les banquiers africains aux outils du financement du commerce et aux techniques pour faire face aux défis auxquels sont confrontés les prêteurs en Afrique.

Selon des chiffres d'Afreximbank, le commerce entre les pays africains représente environ 13 pour cent du total du commerce africain, ce dernier ne représentant que trois pour cent du négoce mondial.

### AFRIQUE : Les experts relèvent un paradoxe entre surliquidité des banques et faible accès au crédit du secteur privé

Le Forum International de la Finance en Afrique Subsaharienne, qui s'est tenu du 20 au 22 novembre à Douala au Cameroun, a tenté de résoudre le paradoxe de la surliquidité des banques et du faible accès au crédit du secteur privé africain.

Les experts présents sont partis du constat que la plupart des banques africaines sont en surliquidité, avec un chiffre s'élevant notamment à 1000 milliards de francs CFA en zone CEMAC (1,5 milliards d'euros).

Ils se sont étonnés des liquidités détenues en abondance par les banques alors que les crédits octroyés à l'économie sont en baisse.

Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer ce paradoxe, dont le manque de formation économique et l'impossibilité pour beaucoup d'entreprises de fournir les garanties

requis par les banques pour l'octroi de prêts.

Le forum s'est ainsi donné pour objectif de promouvoir et encourager le financement des petites et moyennes entreprises en Afrique.

" Quatre-vingt pour cent du marché privé n'est pas couvert par les banques, alors que celui-ci est considéré comme un moteur de croissance pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et représente 50 pour cent du PIB et de l'emploi ", a déclaré un expert cité par Le Journal de l'Économie Sénégalaise.

Les participants ont appelé les gouvernements à favoriser l'intégration et la vulgarisation de nouveaux concepts et outils de financement modernes tels que les fonds d'investissement, les fonds souverains et les mécanismes de finance islamique.

MFW4A

## ECONOMIE : Les banques ouest-africaines devraient proposer une gamme de services gratuits dès 2014

De nouvelles mesures devraient entrer en vigueur l'année prochaine, afin notamment d'alléger la tarification des services bancaires au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les présidents des Associations professionnelles des banques et établissements financiers (Apbef) de l'UEMOA

ont en effet décidé le 20 novembre dernier de mettre en place plusieurs mesures visant à renforcer la confiance du public dans les institutions bancaires.

Il s'agit également d'améliorer l'efficacité de l'intermédiation bancaire et de promouvoir l'inclusion financière.

Les Apbef vont proposer une méthodologie harmonisée de détermination du taux de base bancaire en vue d'une baisse de la tarification des services offerts par les banques, rapporte le

journal Le Soleil.

Des propositions ont également été ainsi faites concernant l'élaboration d'une liste des services bancaires de base qui seront offerts gratuitement ou avec un tarif modéré par les établissements de crédit.

En outre, les Apbef vont proposer une nomenclature minimale harmonisée des frais et commissions appliquées par les établissements de crédit à leur clientèle.

## Cri d'alarme sur la situation en Centrafrique :

### Après l'alerte de Faure Gnassingbé, la tribune du ministre français Laurent Fabius

La situation sécuritaire en Centrafrique depuis la prise du pouvoir par les rebelles de la Séléka devient de plus en plus inquiétante. A la tête de cette coalition rebelle qui a renversé, le 24 mars 2013, le président François Bozizé, l'actuel chef d'Etat centrafricain, Michel Djotodia, est dans l'incapacité de maîtriser les siens qui continuent de semer la terreur à Bangui et dans d'autres villes et provinces du pays à travers des meurtres et des attaques à mains armées, bien que la Séléka ait été depuis dissoute. Face au risque d'enlèvement, la communauté internationale sort de son mutisme. C'est le président togolais, Faure Gnassingbé, dont le pays siège au Conseil de sécurité de l'ONU en qualité de membre non-permanent, qui, le premier, alerte le monde. Il sera suivi par le Département d'Etat américain puis la France.

Mardi 26 novembre dernier, Le Figaro publie la tribune du Ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, sur la situation en République centrafricaine. Lecture.

#### Empêcher la catastrophe en Centrafrique

Au cours de sa jeune histoire, la République centrafricaine a connu déjà bien des heures sombres. Le pays affronte aujourd'hui sa pire crise. Dans cet Etat effondré, des pans entiers du territoire sont livrés à la violence de bandes armées. Pillages, recrutement d'enfants-soldats, villages brûlés, viols, exécutions sommaires : les populations civiles paient le prix fort. Déjà un habitant sur dix a dû fuir son foyer. La mortalité infantile, très élevée, s'aggrave encore. L'impact de l'instabilité sur l'agriculture vivrière annonce une possible crise alimentaire. Le système sanitaire est délabré avec, localement, l'amorce d'épidémies et seulement sept chirurgiens pour cinq millions d'habitants. Le climat de peur se double de la menace imminente d'une catastrophe humanitaire.

Dans ce territoire potentiellement riche et terriblement pauvre, où existait traditionnellement une certaine harmonie entre groupes et croyants de diverses confessions, voilà que des tensions intercommunautaires et interreligieuses se développent. L'hostilité entre chrétiens et musulmans est déjà à l'origine de nombreux morts. La spirale

de haine opposant les habitants entre eux menace : il faut à tout prix l'éviter.

S'ajoute à ce tableau dramatique le risque de déstabilisation de toute la région. La République "centrafricaine" ne s'appelle pas ainsi par hasard : elle est au carrefour notamment de la zone des Grands Lacs, des deux Soudans, du Cameroun, du Tchad, du Congo. L'ensemble du continent aurait à perdre si elle devenait le sanctuaire de groupes armés criminels ou terroristes. L'expérience nous apprend combien il est dangereux de laisser ainsi se développer des "zones grises", refuges de trafics et de groupes terroristes venus d'autres pays africains ou d'autres régions du monde.

La gravité de cette situation a été soulignée dès septembre par le président français devant l'Organisation des Nations unies. Les pays du centre de l'Afrique, l'Union africaine sont alertés et mobilisés. Ni l'indifférence, ni l'inaction ne sont des options. Que faire ?

D'abord susciter l'engagement des Centrafricains eux-mêmes. Les autorités locales, même transitoires, portent la responsabilité d'assurer l'ordre public, de protéger les populations civiles et de lutter contre



Le ministre français Laurent Fabius

l'impunité. Elles doivent remplir leurs engagements : conduire la transition politique, organiser des élections au plus tard début 2015 comme le prévoient les accords internationaux. De leur côté, les acteurs de la société civile centrafricaine, notamment les religieux, doivent continuer de se mobiliser en faveur de la paix civile. Ils ont besoin d'être soutenus, ainsi que nous l'avons souligné avec la commissaire européenne aux Affaires humanitaires, Kristalina Georgieva, à l'occasion de notre récent déplacement conjoint à Bangui.

Un engagement fort de la communauté internationale est impératif. Il passe par un soutien humanitaire immédiat. L'Union européenne et les Nations unies s'y emploient. La France, à elle seule, consacre plusieurs millions d'euros à des actions humanitaires dans les domaines de l'alimentation et de la santé. Ces efforts doivent accompagner l'action des organisations non gouvernementales, notamment centrafricaines, qui œuvrent avec courage en faveur des plus éprouvés.

Mais l'amélioration de la situation humanitaire est évidemment inséparable du rétablissement prioritaire et urgent de la sécurité. Tous les acteurs, politiques comme humanitaires, partagent ce constat. L'Afrique est en première ligne et elle a commencé à intervenir. D'abord, les pays voisins et toute la région :

en juillet, l'Union africaine a décidé de déployer une force africaine, la Mission internationale de soutien en Centrafrique (Misca), que la France soutient et soutiendra. La communauté internationale doit accompagner la montée en puissance de cette force, dans tous les domaines, y compris en assurant son financement. La résolution 2121 du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 10 octobre constitue une première étape. Cette dynamique doit être amplifiée par un engagement collectif fort, à New York, à Bruxelles et à Addis-Abeba, de la part de tous les partenaires qui ont à cœur le sort de ces millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Le secré-

taire général des Nations unies vient de faire rapport au Conseil de sécurité sur les choix à faire. Une nouvelle résolution de l'Organisation des Nations unies est imminente, tournée vers l'action.

La France, avec l'Union africaine, a fait de la mobilisation internationale en faveur de la République centrafricaine une priorité. Il s'agit, tout en évitant les erreurs du passé, de prévenir une situation dramatique et d'accompagner les Centrafricains et leurs partenaires africains dans leurs efforts pour la République centrafricaine.

Nous ne voulons pas, demain, payer et subir le prix, beaucoup plus lourd, de l'inaction. La France sera au rendez-vous. Dans le respect du droit et avec ses partenaires, notamment européens, elle agira afin que, un an après le déclenchement de la rébellion, la République centrafricaine puisse reprendre espoir.

#### Nouvelle paralysie des cours aujourd'hui et demain malgré la poursuite des négociations:

### Le déficit syndical des syndicats d'enseignants mis à nu

#### Le gouvernement doit opter pour la fermeté afin de limiter les dégâts

Suite de la page 3

les rappeler à l'ordre. Après tout, ils n'ont pas été forcés à embrasser ce métier ; ils y sont venus de leur propre chef. A eux de se soumettre aux exigences du métier...

D'ailleurs, ce comportement antisyndical jette du discrédit sur ces syndicats qui devraient en réalité se féliciter de la réaction de leur employeur qui est à l'écoute de leurs revendications. Il importe de rappeler que le

recours à la grève est un coup de double tranchant qui peut s'avérer dangereux pour les syndicats eux-mêmes.

Tout compte fait, le gouvernement garde une main tendue pour des négociations fructueuses avec les fédérations des syndicats d'enseignants, afin de sauver cette année scolaire qui a démarré sur de très mauvaises bases.

JPB

### Le SYNTET appelle à la poursuite des cours

Dans la foulée de "l'état de siège" imposé par certaines fédérations des syndicats des enseignants, le Syndicat National des Travailleurs de l'Enseignement du Togo (SYNTET), saisissant l'occasion de la proclamation des résultats du concours de recrutement des enseignants volontaires (E.V) du primaire, sort du lot et appelle les enseignants grévistes à la raison. Le Syndicat s'est exprimé hier au cours d'un point de presse à la MUGET à Lomé.

Le SYNTET encourage " les enseignants à garder leur dignité malgré les difficultés inhérentes à la fonction enseignante et à ne pas céder au désespoir " et à ne pas négliger, à cause des primes, les millions d'enfants à eux confiés par les parents. Pour ce syndicat, il n'est pas normal qu'on aille en grève alors que les portes des négociations sont encore grandes ouvertes.

Tout en se félicitant du recrutement de 5000 enseignants volontaires, le Syndicat " exhorte le gouvernement à organiser dans les meilleurs délais un concours de recrutement à l'intention des enseignants volontaires du secondaire ". Il lance un appel " à une tenue rapide des assises nationales de l'éducation, cadre adéquat de règlement des problèmes de l'enseignement et notamment du statut particulier du corps enseignant ".



Abaglo Ayité, SG de la SYNTET

## MALI : Sanogo en route vers la prison

Le général Amadou Sanogo, auteur du putsch du 22 mars 2012, a été inculpé ce mercredi pour assassinat et complicité d'assassinats, après avoir été auditionné ce matin par un juge d'instruction. Il a été écroué.

Le général Sanogo pourrait bien se passer le restant de ses jours en prison, s'il est reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés. Il a été inculpé ce mercredi pour assassinat et complicité d'assassinats après avoir été auditionné par le juge d'instruction. L'auteur du putsch contre Amadou Toumani Touré a également été écroué. Amadou Sanogo " a été inculpé de meurtres et assassinats, complicité de meurtres et assassinats, et placé sous mandat de dépôt ", a déclaré une source proche du juge d'instruction Yaya Karembe,



Fin de course pour le Gal Sanogo

qui avait ordonné son interpellation et l'avait entendu dans la matinée avant de l'inculper.

Amadou Sanogo a été interpellé ce mercredi matin par une dizaine de militaires maliens à son domicile au centre de Bamako, la capitale malienne, après avoir refusé de déférer à la convocation que lui envoyée le juge Karembe fin octobre. Ce qui avait provoqué l'indignation de plusieurs partis politiques et organisations de la société civile.

Pour Corinne Dufka, spécialiste de l'Afrique de l'ouest au sein de Human Rights Watch (HRW), " le juge et le personnel judiciaire ont fait preuve de beaucoup de courage et d'indépendance en interrogeant et inculquant un personnage aussi puissant ". Elle estime que " les poursuites contre Sanogo sont extrêmement importantes pour les victimes de ses crimes présumés, et représentent également un progrès tangible pour rompre le cycle de la violence, de la peur et de l'impunité qui a brisé la vie et les espoirs des Maliens depuis des années ".

Une perquisition a également été menée au domicile d'Amadou Sanogo, selon une source judiciaire. La justice recherchait des éléments pour faire avancer l'enquête sur les faits qui lui sont reprochés.

Source : afrik.com

**ETES-VOUS PRÊT A ACCUEILLIR VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE?**

*Comme vous, il est à la mode. Comme vous, il adore communiquer. Mais Contrairement à vous, il fonctionne à la batterie. Voici pourquoi il a été créé:*

**UN ENSEMBLE DE BESOINS ET D'EXIGENCES**

Recueillant chaque année les exigences et les plaintes des clients, les commerciaux de TOGO TELECOM sont arrivés à plusieurs

conclusions:

- + Vous n'aimez pas être contrarié, même quand il s'agit d'une machine.
- + Vous n'aimez pas trop dépenser en crédit mais vous aimez communiquer sans compter.
- + Vous n'aimez pas être séparé de votre famille mais vous voyagez beaucoup.
- + Vous voulez toutes les opportunités de communication mais pas transporter plusieurs portables.
- + Vous aimez avoir l'oeil sur vos affaires, même quand vous n'êtes pas là.
- + Enfin, vous êtes accroc à Internet et à toutes les applications GOOGLE PLAY mais vous n'avez pas d'ordinateur.

**TOUTES LES SOLUTIONS EN UNE OPTION**

Voilà pourquoi ce nouveau partenaire vous sera très utile. Il sera votre journaliste, votre indicateur, votre secrétaire, votre photographe, votre cameraman, votre bibliothécaire, votre Disc Jokey, bref votre assistant personnel en tout. Pour vous mettre en contact, une équipe de commerciaux dynamiques, rompus à la tâche. Leur mission, vous informer et vous conseiller sur comment bénéficier des bienfaits de cet assistant. Soyez prêt à recevoir votre nouveau partenaire. Il arrive.

**PROMO PREPAID: PROLONGATION JUSQU'AU 15 JANVIER 2013**

*Eh oui! Le bonheur dure à TOGO TELECOM. Vous en avez marre de subir vos appels téléphoniques? Bienvenue à PROMOPREPAID! Tapez le **887\*1\*6#** et...*

**ENCORE UNE OFFRE ILLIMITEE**

...offrez-vous des tarifs préférentiels. Finies les peurs bleues au moment de consulter votre crédit. Vos amis vont être verts de jalousie à force de vous voir sourire au téléphone. Vous n'êtes pas au courant? Voici ce dont vous bénéficiez:

- + pour chaque appel que vous émettez vers illico ou vers le téléphone fixe, votre communication est **gratuite de la 4ème jusqu'à la 45ème minute**.
- + tous vos appels vers les réseaux mobiles sont facturés à **seulement 55 F TTC/min** sur toute l'étendue du territoire et à tout moment.
- + vous avez **jusqu'à 50%** de réduction sur vos appels vers l'international selon la zone choisie.

**MAIS A UNE CONDITION**

Pour ceux qui ne sont pas encore entrés dans l'**ILICO-ATTITUDE** (cliquer sur l'onglet "articles précédents"), sachez que sans illico, vous ne pouvez bénéficier ni de la PROMO PREPAID, ni des autres offres illimitées de TOGO TELECOM. Heureusement, il n'est pas trop tard. Deux options s'offrent à vous: prenez d'assaut les espaces TOGO TELECOM ou appelez tout de suite le 112 pour réserver votre appareil Illico. Vous n'êtes pas libre maintenant? Alors rendez-vous à la Foire Internationale de Lomé.

# DEUX MODES D'ACCÈS

**pour UN GRAND RACCOURCI vers votre compte.**

Directement et en temps réel glissez-vous au plus près de vos finances.

# utb e.box

Offre promotionnelle  
du  
16 Novembre au 16 Février 2014

Durant ces 3 mois,  
abonnez-vous à

**utb e.box**

et bénéficiez d'un (1) mois  
d'utilisation gratuite  
de votre pack.



## Nos packs utb e.box

### *Packs particuliers*

#### **utb e.box Premium**

UTB e-info  
Allo UTB  
SMS ÉMISSION  
SMS RÉCEPTION  
RÉCEPTION MAIL

#### **utb e.box Medium**

UTB e-info  
Allo UTB  
SMS ÉMISSION  
RÉCEPTION MAIL

#### **utb e.box Basic**

Abonnement à l'un des services

### *Packs entreprises*

#### **utb e.box Business**

UTB e-info  
Allo UTB  
SMS ÉMISSION  
SMS RÉCEPTION  
RÉCEPTION MAIL

#### **utb e.box Basic Pro**

Abonnement à l'un des services  
à l'exception du service  
SMS RÉCEPTION

Prenez contact avec votre agence UTB la plus proche pour plus d'informations.

 **Union togolaise de banque**  
Votre satisfaction fait notre réputation

Bvd. du 13 Janvier Nyékonakpoé Tél : 22 23 43 00 / 01 / 22 23 44 00 Fax: 22 21 22 06 utb.tg utbsdg@utb.tg